

CA 2 ON
YX 71
-C55



OFFICE CONSOLIDATION

CODIFICATION ADMINISTRATIVE

**Discriminatory
Business
Practices Act**

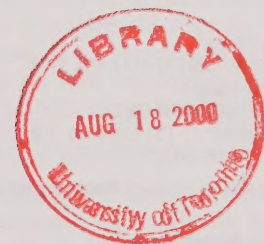
**Loi sur les pratiques
de commerce
discriminatoires**

Revised Statutes of Ontario, 1990
Chapter D.12

Lois refondues de l'Ontario de 1990
Chapitre D.12

as amended by:
1999, Chapter 12, Sched. G, s. 22

tel qu'il est modifié par :
l'art. 22 de l'annexe G du chap. 12 de 1999

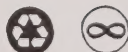


June 2, 2000

2 juin 2000

©Printed by the Queen's Printer for Ontario

©Imprimé par l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario



NOTICE

This is an office consolidation of the *Discriminatory Business Practices Act*. It is printed by the Queen's Printer for Ontario. Section 24.1 (1) of the *Evidence Act* provides as follows:

A document that purports to be printed by the Queen's Printer for Ontario as an office consolidation of a statute or regulation shall be received in evidence, in the absence of evidence to the contrary, as an accurate consolidation of the statute or regulation as it read on the date indicated on the document.

You may purchase copies of this and other Government of Ontario publications in person or by telephone, fax, or mail order through **Publications Ontario** at:

880 Bay Street
TORONTO, ONTARIO M7A 1N8
(416) 326-5300
Toll-free 1-800-668-9938
Teletypewriter (TTY) toll-free 1-800-268-7095
Fax (416) 326-5317

In the Ottawa area contact **Access Ontario** at:

161 Elgin Street, Level 2
OTTAWA, ONTARIO K2P 2K1
(613) 238-3630
Toll-free 1-800-268-8758
Teletypewriter (TTY) (613) 566-2235
Fax (613) 566-2234

You may also purchase government publications through POOL (Publications Ontario On-line) on the **Internet** at:

www.publications.gov.on.ca

FB254

AVIS

La présente codification administrative comprend la *Loi sur les pratiques de commerce discriminatoires*. Elle est imprimée par l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario. Le paragraphe 24.1 (1) de la *Loi sur la preuve* prévoit ce qui suit :

Le document qui se présente comme ayant été imprimé par l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario à titre de codification administrative d'une loi ou d'un règlement est, en l'absence de preuve contraire, reçu en preuve à titre de codification exacte de la loi ou du règlement, tels qu'ils existaient à la date figurant sur le document.

On peut se procurer des exemplaires du présent document ainsi que d'autres publications du gouvernement de l'Ontario en personne ou par téléphone, télécopie ou commande postale auprès de **Publications Ontario** à l'adresse et aux numéros suivants :

880, rue Bay
TORONTO, ONTARIO M7A 1N8
(416) 326-5300
Numéro sans frais : 1-800-668-9938
Numéro de téléimprimeur (ATS) sans frais : 1-800-268-7095
Numéro de télécopieur : (416) 326-5317

Dans la région d'Ottawa, communiquer avec **Accès Ontario** à l'adresse et aux numéros suivants :

161, rue Elgin, 2^e étage
OTTAWA, ONTARIO K2P 2K1
(613) 238-3630
Numéro sans frais : 1-800-268-8758
Numéro de téléimprimeur (ATS) : (613) 566-2235
Numéro de télécopieur : (613) 566-2234

On peut également se procurer les publications du gouvernement sur **Internet** par le biais de POD (Publications Ontario en direct) à l'adresse suivante :

www.publications.gov.on.ca

CHAPTER D.12

Discriminatory Business Practices Act

Definitions

1. In this Act,

“designated information” means information as to the race, creed, colour, nationality, ancestry, place of origin, sex or geographical location of a person; (“renseignements désignés”)

“Director” means the Director under the *Ministry of Consumer and Commercial Relations Act*; (“directeur”)

“Minister” means the Minister of Consumer and Commercial Relations; (“ministre”)

“person” includes a partnership, sole proprietorship, unincorporated association and governmental agency; (“personne”)

“person connected”, when used in relation to another person, means an employee, agent, partner or associate of the other person and, where the other person is a corporation, includes a director, officer, shareholder or member of the corporation; (“personne qui a des liens”)

“Tribunal” means the Licence Appeal Tribunal. (“Tribunal”) R.S.O. 1990, c. D.12, s. 1; 1999, c. 12, Sched. G, s. 22 (1).

Purpose and intent of Act

2. The purpose and intent of this Act is to prevent discrimination in Ontario on the ground of race, creed, colour, nationality, ancestry, place of origin, sex or geographical location of persons employed in or engaging in business. R.S.O. 1990, c. D.12, s. 2.

Where Act does not apply

3. This Act does not apply to:

1. The withholding of services or employment in the course of a lawful strike, lock-out or other labour dispute.
2. A discriminatory business practice engaged in in accordance with a policy of the Government of Canada directed toward trade with a country other than Canada or persons in a country other than Canada or of the Government of Ontario directed toward persons in Provinces or Territories other than Ontario. R.S.O. 1990, c. D.12, s. 3.

CHAPITRE D.12

Loi sur les pratiques de commerce discriminatoires

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«directeur» Le directeur nommé en vertu de la *Loi sur le ministère de la Consommation et du Commerce*. («Director»)

«ministre» Le ministre de la Consommation et du Commerce. («Minister»)

«personne» S'entend en outre des sociétés en nom collectif, des entreprises à propriétaire unique, des associations sans personnalité morale et des organismes gouvernementaux. («person»)

«personne qui a des liens» S'entend, relativement à une autre personne, d'un employé, d'un mandataire ou d'un associé de l'autre personne. Si cette dernière est une personne morale, le terme s'entend notamment d'un administrateur, d'un dirigeant, d'un actionnaire ou d'un membre de la personne morale. («person connected»)

«renseignements désignés» Renseignements sur la race, la croyance, la couleur, la nationalité, l'ascendance, le lieu d'origine, le sexe ou la situation géographique d'une personne. («designated information»)

«Tribunal» Le Tribunal d'appel en matière de permis. («Tribunal») L.R.O. 1990, chap. D.12, art. 1; 1999, chap. 12, annexe G, par. 22 (1).

Objet de la présente loi

2. La présente loi a pour objet d'empêcher, en Ontario, la discrimination fondée sur la race, la croyance, la couleur, la nationalité, l'ascendance, le lieu d'origine, le sexe ou la situation géographique des personnes qui se livrent au commerce ou sont employées dans le commerce. L.R.O. 1990, chap. D.12, art. 2.

Non-application de la présente loi

3. La présente loi ne s'applique pas :

1. Au refus de fournir ses services ou de travailler en raison d'un conflit de travail, notamment une grève ou un lock-out licites.
2. À une pratique de commerce discriminatoire qui est conforme à une politique du gouvernement du Canada visant le commerce avec un pays étranger ou avec des personnes dans un pays étranger, ou du gouvernement de l'Ontario visant des personnes dans les autres provinces ou les territoires. L.R.O. 1990, chap. D.12, art. 3.

Discrimina-
tory business
practices

4. (1) For the purposes of this Act, the following shall be deemed to be discriminatory business practices:

1. A refusal to engage in business with a second person, where the refusal,
 - (a) is on account of an attribute,
 - (i) of the second person, or
 - (ii) of a third person with whom the second person conducts, has conducted or may conduct business; and
 - (b) is a condition of the engaging in business of the person making the refusal and another person.
2. A refusal or failure to employ, appoint or promote a second person or a dismissal or suspension of a second person from employment, where the refusal, failure, dismissal or suspension,
 - (a) is on account of an attribute,
 - (i) of the second person, or
 - (ii) of a third person with whom the second person conducts, has conducted or may conduct business; and
 - (b) is a condition of the engaging in business of the person making the refusal, failure, suspension or dismissal and another person.
3. Entering into a contract that includes a provision that one of the parties to the contract,
 - (a) will refuse to engage in business with a second person; or
 - (b) will refuse or fail to employ or promote or will dismiss or suspend from employment a second person,

on account of an attribute of the second person or of a third person with whom the second person conducts, has conducted or may conduct business.

Definitions

(2) In subsection (1),

“attribute”, with reference to a person, means the race, creed, colour, nationality, ancestry, place of origin, sex or geographical location of the person, and includes the race, creed,

Pratiques de
commerce
discrimina-
toires

4. (1) Pour l'application de la présente loi, les cas suivants sont réputés des pratiques de commerce discriminatoires :

1. Le refus de se livrer au commerce avec une deuxième personne :
 - a) si le refus est fondé sur un attribut :
 - (i) soit de la deuxième personne,
 - (ii) soit d'une troisième personne avec laquelle la deuxième personne fait, a fait ou peut faire du commerce;
 - b) si le refus constitue une condition pour que la personne exprimant son refus et une autre personne se livrent au commerce.
2. Le refus ou le défaut d'employer, de nommer ou de promouvoir une deuxième personne, ou le congédiement ou la suspension d'une deuxième personne, si la mesure :
 - a) est fondée sur un attribut :
 - (i) soit de la deuxième personne,
 - (ii) soit d'une troisième personne avec laquelle la deuxième personne fait, a fait ou peut faire du commerce;
 - b) constitue une condition pour que la personne prenant la mesure et une autre personne se livrent au commerce.
3. La conclusion d'un contrat comportant une clause stipulant qu'une des parties au contrat :
 - a) soit refusera de se livrer au commerce avec une deuxième personne;
 - b) soit refusera ou omettra d'employer ou de promouvoir une deuxième personne, ou congédiera ou suspendra une deuxième personne,

en raison d'un attribut de la deuxième personne ou d'une troisième personne avec laquelle la deuxième personne fait, a fait ou peut faire du commerce.

(2) Les définitions qui suivent s'appliquent au paragraphe (1).

«attribut» En ce qui concerne une personne, s'entend de la race, de la croyance, de la couleur, de la nationalité, de l'ascendance, du lieu d'origine, du sexe ou de la situation

Définitions

colour, nationality, ancestry, place of origin, sex or geographical location of a person connected with the person or nationals of a country with the government of which the person conducts, has conducted or may conduct business; ("attribut")

"engaging in business" includes selling goods or services to or buying goods or services from, and "engage in business" has a corresponding meaning; ("se livrer au commerce")

"refusal" includes agreement to refuse. ("refus") R.S.O. 1990, c. D.12, s. 4.

Discriminatory business practices prohibited

5. (1) No person in Ontario shall engage in a discriminatory business practice.

Seeking or providing designated information for discriminatory business practice

(2) No person shall seek or agree to seek from a second person and no person shall provide or agree to provide to a second person any designated information in respect of any person for the purpose of engaging in or assisting in engaging in a discriminatory business practice as defined in section 4.

Idem

(3) Where designated information is sought or agreed to be sought from a second person or is provided or agreed to be provided to a second person, the designated information shall be deemed to be sought, agreed to be sought or to be provided or agreed to be provided, as the case may be, for the purpose of engaging in or assisting in engaging in a discriminatory business practice unless the person that so acted establishes that it is sought, agreed to be sought or is provided or agreed to be provided for another purpose.

Negative statements of origin prohibited

(4) No person in Ontario shall seek or provide a statement, whether written or oral, to the effect that any goods or services supplied or rendered by any person or government do not originate in whole or in part in a specific location, territory or country for the purpose of engaging in or assisting in engaging in a discriminatory business practice as defined in section 4, but this subsection does not prohibit a person in Ontario from seeking or providing a statement, whether written or oral, to the effect that any goods or services supplied or rendered by any person or government originate in whole or in part in a specific location, territory or country.

Seeking or providing information for discriminatory business practice

(5) No person in Ontario shall seek or provide information, whether written or oral, for the purpose of engaging in a discriminatory business practice, as to whether or not the person or any other person is a member of or has made contributions to or is otherwise

géographique d'une personne, d'une autre personne qui a des liens avec celle-ci ou des ressortissants d'un pays avec le gouvernement duquel la personne fait, a fait ou peut faire du commerce. («attribute»)

«refus» S'entend en outre du fait de s'engager à refuser. («refusal»)

«se livrer au commerce» S'entend également de vendre ou d'acheter des biens ou des services. («engaging in business», «engage in business») L.R.O. 1990, chap. D.12, art. 4.

5. (1) Nulle personne ne doit se livrer à des pratiques de commerce discriminatoires en Ontario.

Interdiction de se livrer à des pratiques de commerce discriminatoires

(2) Nulle personne ne doit demander ou s'engager à demander à une deuxième personne, ni fournir ou s'engager à fournir à une deuxième personne des renseignements désignés à l'égard d'une personne en vue de se livrer à une pratique de commerce discriminatoire au sens de l'article 4, ou d'aider quelqu'un à le faire.

Demande de renseignements désignés

(3) La personne qui demande ou s'engage à demander à une deuxième personne ou fournit ou s'engage à fournir à une deuxième personne des renseignements désignés est réputée le faire en vue de se livrer à une pratique de commerce discriminatoire, ou d'aider quelqu'un à le faire, à moins qu'elle n'établisse qu'elle le fait dans un autre but.

Idem

(4) Nulle personne ne doit, en Ontario, demander ou fournir une déclaration, orale ou écrite, portant que des biens ou des services fournis ou rendus par une personne ou un gouvernement ne proviennent pas, en totalité ou en partie, d'un lieu, territoire ou pays déterminé, en vue de se livrer à une pratique de commerce discriminatoire au sens de l'article 4, ou d'aider quelqu'un à le faire. Toutefois, le présent paragraphe n'interdit pas à une personne en Ontario de demander ou de fournir une déclaration, orale ou écrite, portant que les biens ou les services fournis ou rendus par une personne ou un gouvernement proviennent, en totalité ou en partie, d'un lieu, territoire ou pays déterminé.

Déclarations sur l'origine

(5) Nulle personne ne doit, en Ontario, en vue de se livrer à une pratique de commerce discriminatoire, demander ou fournir des renseignements oraux ou écrits indiquant si elle ou une autre personne est associée ou mêlée aux activités d'un organisme de bienfaisance, d'entraide ou de services, notamment en y

Renseignements demandés ou fournis à des fins discriminatoires

associated with or involved in the activities of a charitable, fraternal or service organization.

Idem

(6) Where information specified in subsection (5) is sought from a person or is provided by a person to another person in response to a request, the information shall be deemed to be sought or provided, as the case may be, for the purpose of engaging in a discriminatory business practice unless the person that so acted establishes that it is sought or provided for another purpose.

One act deemed practice

(7) A person who performs one act referred to in section 4 shall be deemed to be engaging in a discriminatory business practice.

Report to Director

(8) Every person who receives a request, whether oral or in writing, to engage in a discriminatory business practice or to do an act that would be a contravention of subsection (2), (4) or (5) shall report the request and the response to the request within thirty days to the Director and shall provide the Director with such other information in respect of the request as the Director may require. R.S.O. 1990, c. D.12, s. 5.

Order to cease discriminatory business practice or contravention of s. 5

6. (1) Where the Director has reason to believe that a person is engaging or has engaged in a discriminatory business practice or is contravening or has contravened subsection 5 (2), (4), (5) or (8), the Director may order the person to comply with section 5 in respect of the discriminatory business practice or the contravention specified in the order.

Application of Business Practices Act

(2) Where the Director proposes to make an order under subsection (1), subsections 6 (2) to (7) of the *Business Practices Act* apply with necessary modifications.

Order for immediate compliance

(3) Despite subsection (2), the Director may make an order under subsection (1) to take effect immediately where, in the Director's opinion, to do so is necessary for the protection of the public or of any person and in such case subsections 7 (2) to (5) of the *Business Practices Act* apply with necessary modifications and, subject to subsections 7 (3) and (4) of that Act, the order takes effect immediately. R.S.O. 1990, c. D.12, s. 6 (1-3).

Appeal

(4) Even if, under section 11 of the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999*, a party to a proceeding before the Tribunal appeals an order of the Tribunal made under this section, the order takes effect immediately but the Tribunal may grant a stay until the disposition of the appeal. 1999, c. 12, Sched. G, s. 22 (2).

Assurance of voluntary compliance

7. (1) Any person against whom the Director proposes to make an order to comply with

participant à titre de membre de l'organisme ou en versant des contributions à l'organisme.

Idem

(6) La personne qui demande à une autre personne les renseignements visés au paragraphe (5) ou qui les lui fournit sur demande est réputée le faire en vue de se livrer à une pratique de commerce discriminatoire, à moins qu'elle n'établisse qu'elle le fait dans un autre but.

(7) La personne qui accomplit un acte visé à l'article 4 est réputée se livrer à une pratique de commerce discriminatoire.

Un acte est réputé une pratique

(8) La personne qui reçoit une demande, orale ou écrite, de se livrer à une pratique de commerce discriminatoire ou d'accomplir un acte contraire au paragraphe (2), (4) ou (5) rapporte la demande et la réponse à la demande au directeur, dans les trente jours, et, le cas échéant, lui fournit les autres renseignements qu'il peut exiger concernant la demande. L.R.O. 1990, chap. D.12, art. 5.

Rapport au directeur

6. (1) Si le directeur est fondé à croire qu'une personne se livre ou s'est livrée à une pratique de commerce discriminatoire ou contrevient ou a contrevenu au paragraphe 5 (2), (4), (5) ou (8), il peut lui ordonner de se conformer à l'article 5 à l'égard de la pratique ou de la contravention précisée dans l'ordre.

Ordre du directeur

(2) Si le directeur a l'intention de donner un ordre en vertu du paragraphe (1), les paragraphes 6 (2) à (7) de la *Loi sur les pratiques de commerce* s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

Champ d'application de la Loi sur les pratiques de commerce

(3) Malgré le paragraphe (2), le directeur peut prévoir l'entrée en vigueur immédiate de l'ordre qu'il donne en vertu du paragraphe (1) s'il est d'avis que la protection du public ou d'une personne l'exige. Les paragraphes 7 (2) à (5) de la *Loi sur les pratiques de commerce* s'appliquent alors, avec les adaptations nécessaires, et, sous réserve des paragraphes 7 (3) et (4) de cette loi, l'ordre entre en vigueur immédiatement. L.R.O. 1990, chap. D.12, par. 6 (1) à (3).

Entrée en vigueur immédiate de l'ordre

(4) Même si, en vertu de l'article 11 de la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis*, une partie à une instance devant le Tribunal interjette appel d'une ordonnance du Tribunal rendue en vertu du présent article, l'ordonnance entre en vigueur immédiatement, mais le Tribunal peut surseoir à son exécution jusqu'à ce que l'appel soit réglé. 1999, chap. 12, annexe G, par. 22 (2).

Appel

7. (1) La personne à qui le directeur a l'intention d'ordonner de se conformer à l'article

Garantie d'observation volontaire

section 5 may enter into a written assurance of voluntary compliance in a form that the Director may prescribe undertaking not to engage in the specified discriminatory business practice or other contravention of section 5 after the date thereof.

Assurance or
consent order
deemed
order

(2) Where an assurance of voluntary compliance is accepted by the Director or an order is made by the Director with the consent of each person to be named in the order, the assurance or consent order has and shall be given for all purposes of this Act the force and effect, other than the disqualification provided by subsection 10 (1), of an order made by the Director.

Undertakings

(3) An assurance of voluntary compliance may include such undertakings as are acceptable to the Director and the Director may receive a bond and collateral therefor as security for the reimbursement of the Treasurer of Ontario for investigation and other costs in such amount as is satisfactory to the Director.

Duties
of Director

(4) The Director,

(a) shall receive and act on or mediate complaints respecting discriminatory business practices and other contraventions of section 5; and

(b) shall maintain available for public inspection a record of,

(i) assurances of voluntary compliance entered into under this Act, and

(ii) orders made under this Act, other than orders in respect of which hearings or appeals are pending, to cease engaging in discriminatory business practices or other contraventions of section 5. R.S.O. 1990, c. D.12, s. 7.

Investigation
by Director

8. Where, upon a statement made under oath, the Director has reason to believe that a person is contravening or is about to contravene any provision of this Act or an order or assurance of voluntary compliance made or given under this Act, the Director may by order appoint one or more persons to make an investigation as to whether or not such a contravention has occurred or is about to occur and the person or persons appointed shall report the result of the investigation to the Director and subsections 11 (2) to (8) of the *Business Practices Act* apply with necessary modifications. R.S.O. 1990, c. D.12, s. 8.

5 peut fournir une garantie écrite d'observation volontaire, selon la formule que le directeur peut prescrire, en vertu de laquelle elle s'engage à ne pas se livrer à la pratique de commerce discriminatoire ou à ne pas commettre une autre contravention à l'article 5 après la date de la garantie.

(2) Pour l'application de la présente loi, la garantie d'observation volontaire qu'accepte le directeur ou l'ordre qu'il donne avec le consentement des personnes qui y sont désignées a la même valeur, mise à part l'inadmissibilité prévue au paragraphe 10 (1), qu'un ordre du directeur.

Garantie ou
ordre sur
consente-
ment réputé
un ordre

(3) La garantie d'observation volontaire peut comprendre les engagements que le directeur juge acceptables. À cette fin, celui-ci peut accepter un cautionnement ou une sûreté accessoire, pour le montant qu'il estime suffisant, pour garantir le remboursement au trésorier de l'Ontario des frais, notamment les frais d'enquête.

Engagements

(4) Le directeur :

a) reçoit et entend les plaintes relatives à des pratiques de commerce discriminatoires ou à d'autres contraventions à l'article 5, ou s'en fait le médiateur;

b) assure, à des fins d'examen, l'accès du public au registre :

(i) des garanties d'observation volontaire fournies en vertu de la présente loi,

(ii) des ordres donnés en vertu de la présente loi, à l'exception de ceux faisant l'objet d'une audience ou d'un appel en cours, en vue de mettre fin à des pratiques de commerce discriminatoires ou à d'autres contraventions à l'article 5. L.R.O. 1990, chap. D.12, art. 7.

Fonctions
du directeur

8. Si le directeur est fondé à croire, sur la foi d'une déclaration faite sous serment, qu'une personne contrevient ou s'apprête à contrevenir à la présente loi, ou à un ordre donné ou à une garantie d'observation volontaire fournie en vertu de la présente loi, il peut, au moyen d'un ordre, nommer une ou plusieurs personnes pour enquêter sur la question de savoir si une contravention a été commise ou est sur le point d'être commise et pour lui faire un rapport sur cette enquête; les paragraphes 11 (2) à (8) de la *Loi sur les pratiques de commerce* s'appliquent avec les adaptations nécessaires. L.R.O. 1990, chap. D.12, art. 8.

Enquête
du directeur

Right to compensation	9. (1) A person who incurs loss or damage as a result of an act that is a contravention of this Act has the right to compensation for the loss or damage and to punitive or exemplary damages from the person who committed the contravention.	9. (1) La personne qui subit une perte ou des dommages en raison d'une contravention à la présente loi a le droit d'exiger de la personne qui a commis la contravention une indemnité pour perte ou dommages et des dommages-intérêts punitifs ou exemplaires.	Indemnisation
Enforcement of right	(2) The right to compensation mentioned in subsection (1) may be enforced by action in a court of competent jurisdiction. R.S.O. 1990, c. D.12, s. 9.	(2) Le droit à l'indemnisation prévu au paragraphe (1) peut être exercé au moyen d'une action introduite devant le tribunal compétent. L.R.O. 1990, chap. D.12, art. 9.	Exécution
Disqualification of person supporting boycott	10. (1) Every person against whom an order is made under section 6 or 11 or who is convicted of an offence under clause 16 (1) (d) or (e) is ineligible to enter into a contract to provide goods or service to the Crown or any agency of the Crown for a period of five years from the date of the making of the order or of the conviction, as the case may be.	10. (1) La personne visée par un ordre donné en vertu de l'article 6 ou 11, ou déclarée coupable d'une infraction prévue à l'alinéa 16 (1) d) ou e) n'a pas le droit de conclure de contrat de fourniture de biens ou de services à la Couronne ou à un organisme de la Couronne pendant une période de cinq ans à partir de la date de l'ordre ou de la déclaration de culpabilité, selon le cas.	Inadmissibilité
Contractual provision	(2) A provision in a contract that provides for a matter that is a discriminatory business practice is a nullity and is severable from the contract. R.S.O. 1990, c. D.12, s. 10.	(2) Les clauses contractuelles prévoyant des pratiques de commerce discriminatoires sont frappées de nullité et susceptibles de disjonction du reste du contrat. L.R.O. 1990, chap. D.12, art. 10.	Clauses contractuelles
Proceedings to prohibit continuation or repetition of contravention	11. (1) Where this Act is contravened, despite any other remedy or any penalty, the Minister or any person who complains of injury due to the contravention may apply to a judge of the Ontario Court (General Division) by originating motion for an order prohibiting the continuation or repetition of the contravention or the carrying on of any activity specified in the order that, in the opinion of the judge, will result or is likely to result in the continuation or repetition of the contravention by the person committing the contravention, and the judge may make the order and it may be enforced in the same manner as any other order or judgment of the court.	11. (1) En cas de contravention à la présente loi, le ministre ou la personne qui porte plainte en raison d'un préjudice découlant de la contravention peut, malgré l'existence d'un autre recours ou d'une peine, demander à un juge de la Cour de l'Ontario (Division générale), par voie de requête, de rendre une ordonnance interdisant la continuation ou la répétition de la contravention, ou la poursuite d'activités précisées dans l'ordonnance qui, selon le juge, entraînera ou entraînera vraisemblablement la continuation ou la répétition de la contravention par la personne qui l'a commise. L'ordonnance que peut rendre le juge peut être exécutée de la même façon qu'une autre ordonnance ou un autre jugement de la Cour.	Ordonnance interdisant la continuation ou la répétition de la contravention
Variation or rescission of order	(2) A person against whom an order has been made under subsection (1) may apply to a judge of the Ontario Court (General Division) for an order varying or rescinding the order made under subsection (1). R.S.O. 1990, c. D.12, s. 11.	(2) La personne visée par une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) peut, par voie de requête, demander à un juge de la Cour de l'Ontario (Division générale) de rendre une ordonnance modifiant l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) ou la rescindant. L.R.O. 1990, chap. D.12, art. 11.	Modification ou rescision de l'ordonnance
Service of notice	12. Any notice or document required by this Act to be served or given may be served or given personally or by registered mail addressed to the person to whom notice is to be given at the person's last known address and, where notice is served or given by mail, the service shall be deemed to have been made on the fifth day after the day of mailing unless the person to whom notice is given establishes that the person, acting in good faith, through absence, accident, illness or other cause beyond the person's control, did not receive the	12. Les avis ou les documents devant être signifiés ou donnés aux termes de la présente loi peuvent être signifiés ou donnés à personne ou envoyés par courrier recommandé à la dernière adresse connue du destinataire. Si un avis est signifié ou donné par la poste, la signification est réputée effectuée le cinquième jour qui suit la date de la mise à la poste, à moins que le destinataire de l'avis ne démontre qu'il ne l'a pas reçu ou qu'il ne l'a reçu, en toute bonne foi, qu'à une date ultérieure par suite de son absence, d'un accident ou d'une maladie,	Signification des avis

notice, or did not receive the notice until a later date. R.S.O. 1990, c. D.12, s. 12.

Matters
confidential

13. Every person employed in the administration of this Act, including any person making an inquiry, inspection or an investigation under section 8, shall preserve secrecy in respect of all matters that come to his or her knowledge in the course of his or her duties, employment, inquiry, inspection or investigation and shall not communicate any such matters to any other person except,

- (a) as may be required in connection with the administration of this Act or any proceeding under or in accordance with this Act;
- (b) to his or her counsel or to the court in any proceeding under or in accordance with this Act;
- (c) to inform the person involved of a discriminatory business practice and of any information relevant to the person's rights under this Act; or
- (d) with the consent of the person to whom the information relates. R.S.O. 1990, c. D.12, s. 13.

Certificate
of Director
as evidence

14. A copy of an order or assurance of voluntary compliance purporting to be certified by the Director is, without proof of the office or signature of the Director, receivable in evidence as proof in the absence of evidence to the contrary of the facts stated therein for all purposes in any action, proceeding or prosecution. R.S.O. 1990, c. D.12, s. 14.

Regulations

15. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations exempting any person or class of persons from any provision of this Act.

Tabling in
Assembly

(2) A regulation made under subsection (1) shall be tabled in the Assembly as soon as practicable after the day on which it comes into force if the Assembly is in session or, if not, at the commencement of the next session. R.S.O. 1990, c. D.12, s. 15.

Offences

16. (1) Every person who, knowingly,

- (a) furnishes false information in an investigation under this Act;
- (b) fails to comply with any order or assurance of voluntary compliance made or entered into under this Act;
- (c) obstructs a person making an investigation under section 8;

ou pour une autre raison indépendante de sa volonté. L.R.O. 1990, chap. D.12, art. 12.

13. Les personnes qui participent à l'application de la présente loi, y compris celles qui font une inspection ou une enquête en vertu de l'article 8, gardent le secret sur les renseignements qui viennent à leur connaissance dans l'exercice de leurs fonctions ou en cours d'inspection ou d'enquête, et ne les communiquent à personne sauf dans l'un des cas suivants :

Secret pro-
fessionnel

- a) si l'application de la présente loi ou une instance introduite en vertu de la présente loi ou conformément à celle-ci les y oblige;
- b) à leur avocat ou au tribunal dans le cadre d'une instance introduite en vertu de la présente loi ou conformément à celle-ci;
- c) pour informer la personne visée de la pratique de commerce discriminatoire ou des droits que lui confère la présente loi;
- d) avec le consentement de la personne que les renseignements concernent. L.R.O. 1990, chap. D.12, art. 13.

14. Les copies des ordres et des garanties d'observation volontaire présentées comme étant certifiées conformes par le directeur sont, sans qu'il soit nécessaire d'établir la qualité du signataire ou l'authenticité de sa signature, recevables en preuve, en l'absence de preuve contraire, comme preuve des faits qui y sont énoncés à tous égards dans une action, une instance ou une poursuite en justice. L.R.O. 1990, chap. D.12, art. 14.

Force
probante de
l'attestation

15. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, soustraire des personnes ou des catégories de personnes à l'application de dispositions de la présente loi.

Règlements

(2) Les règlements pris en application du paragraphe (1) sont déposés à l'Assemblée le plus tôt possible après la date de leur entrée en vigueur; si l'Assemblée ne siège pas, ils le sont à l'ouverture de la session suivante. L.R.O. 1990, chap. D.12, art. 15.

Dépôt à
l'Assemblée

16. (1) Est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$ la personne qui, sciemment :

Infractions

- a) donne de faux renseignements au cours d'une enquête tenue en vertu de la présente loi;
- b) ne se conforme pas à un ordre donné, à une ordonnance rendue ou à une

(d) contravenes any provision of subsection 5 (2), (4), (5) or (8); or

(e) contravenes any provision of section 13,

is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.

Corporation

(2) Where a corporation is convicted of an offence under subsection (1), the maximum penalty that may be imposed upon the corporation is \$100,000 and not as provided therein.

Directors and officers

(3) Where a corporation has been convicted of an offence under subsection (1) or (2),

(a) each director of the corporation; and

(b) each officer, servant or agent of the corporation who was in whole or in part responsible for the conduct of that part of the business of the corporation that gave rise to the offence,

is a party to the offence unless he or she satisfies the court that he or she did not authorize, permit or acquiesce in the offence.

Limitation period

(4) No proceeding under this section shall be commenced more than two years after the time when the subject-matter of the proceeding arose. R.S.O. 1990, c. D.12, s. 16.

Annual report

17. The Director shall report annually to the Minister on the enforcement of this Act and on such other matters related to this Act as the Director considers advisable or the Minister may require, and the report shall set out,

(a) the names of all persons who entered into assurances of voluntary compliance under this Act in the year with the Director;

(b) the names of all persons against whom orders, other than orders in respect of which hearings or appeals are pending, have been made under this Act in the year to cease engaging in discriminatory business practices or other contraventions of section 5;

(c) the number of complaints received by the Director in the year respecting discriminatory business practices and other contraventions of section 5, together with,

garantie d'observation volontaire fournie en vertu de la présente loi;

c) entrave l'action de la personne menant une enquête prévue à l'article 8;

d) contrevient au paragraphe 5 (2), (4), (5) ou (8);

e) contrevient à l'article 13.

(2) La personne morale qui est déclarée coupable d'une infraction prévue au paragraphe (1) est passible d'une amende pouvant aller jusqu'à 100 000 \$, contrairement à ce que prévoit ce paragraphe.

Personne morale

(3) En cas de déclaration de culpabilité d'une personne morale aux termes du paragraphe (1) ou (2), sont parties à l'infraction, à moins de convaincre le tribunal qu'ils n'en ont ni autorisé ni toléré la perpétration :

Administrateurs et dirigeants

a) les administrateurs de la personne morale;

b) les dirigeants, employés ou représentants de la personne morale chargés, en totalité ou en partie, de la conduite des activités commerciales de la personne morale ayant donné lieu à l'infraction.

(4) L'instance introduite aux termes du présent article se prescrit par deux ans à compter de la naissance de l'objet de l'instance. L.R.O. 1990, chap. D.12, art. 16.

Prescription

17. Le directeur présente chaque année au ministre un rapport sur l'application de la présente loi et sur les questions qui se rapportent à celle-ci que le directeur estime opportunes ou que le ministre exige. Le rapport précise :

Rapport annuel

a) le nom de toutes les personnes ayant fourni au directeur, au cours de l'année, une garantie d'observation volontaire en vertu de la présente loi;

b) le nom de toutes les personnes visées par les ordres donnés ou les ordonnances rendues au cours de l'année en vertu de la présente loi, en vue de mettre fin à des pratiques de commerce discriminatoires ou à d'autres contraventions à l'article 5, à l'exception des ordres et des ordonnances faisant l'objet d'une audience ou d'un appel en cours;

c) le nombre de plaintes que le directeur a reçues au cours de l'année relativement à des pratiques de commerce discriminatoires ou à d'autres contraventions à l'article 5, ainsi que :

- (i) the number of complaints mediated and the results of the mediations, and
- (ii) the number of complaints acted on and the action taken;
- (d) the number and nature of the requests and responses reported to the Director in accordance with subsection 5 (8) in the year, the action taken thereon and the results of the action taken; and
- (e) the names of all persons convicted of offences under this Act in the year, including the offence for which each was convicted and, in each case, the penalty imposed,

and the Minister shall lay the report before the Assembly if it is in session or, if not, at the next session. R.S.O. 1990, c. D.12, s. 17.

- (i) le nombre de plaintes ayant fait l'objet d'une médiation, et les résultats obtenus,
- (ii) le nombre de plaintes auxquelles il a été donné suite et les mesures prises;
- d) le nombre et la nature des demandes et des réponses rapportées au directeur au cours de l'année conformément au paragraphe 5 (8), les mesures prises à leur égard et les résultats obtenus;
- e) le nom des personnes déclarées coupables, au cours de l'année, d'infractions prévues par la présente loi, y compris l'infraction commise par chacune d'entre elles et, dans chaque cas, la peine imposée.

Le ministre dépose le rapport à l'Assemblée. Si celle-ci ne siège pas, il le dépose à la session suivante. L.R.O. 1990, chap. D.12, art. 17.

10.10.10

10.10.10

10.10.10

10.10.10

10.10.10

10.10.10

10.10.10

10.10.10

10.10.10

10.10.10

10.10.10

10.10.10

10.10.10

10.10.10

10.10.10

10.10.10

10.10.10

10.10.10

10.10.10

10.10.10

10.10.10

10.10.10

10.10.10

10.10.10

10.10.10

10.10.10

10.10.10

10.10.10

10.10.10

10.10.10